



Montreuil, le 23/04/2024

LE 1^{ER} MAI

TOUTES ET TOUS MOBILISÉS !

MANIFESTATIONS

POUR NOS REVENDICATIONS

Le 1^{er} mai n'est pas la « fête du travail », c'est une journée internationale de lutte pour les droits des travailleurs et des travailleuses !



LES AGENTS DE LA DGFIP VEULENT EXERCER LEURS MISSIONS DANS DE BONNES CONDITIONS DE TRAVAIL :

Nous avons plus que jamais besoin d'effectifs de fonctionnaires DGFIP supplémentaires. Les chiffres d'évolution en emplois affichés en positif pour 2024 sont trompeurs. Ils correspondent à des transferts rentrants de missions sans les emplois équivalents. La DGFIP a contribué à hauteur de 2/3 à 3/4 des suppressions de fonctionnaires d'État sur les 20 dernières années, tout en absorbant une montée en charge de ses missions.

Les restructurations incessantes, la casse du réseau, les budgets en baisse, l'industrialisation des process de travail et la volonté de plus en plus répandue d'instrumentaliser le droit au télétravail pour répondre aux besoins des directions et plutôt qu'à celui des agents, sont des facteurs destructeurs en matière de conditions de travail.

Quant à l'expérimentation de la semaine en 4 jours, celle-ci se prépare dans la précipitation et en dépit du bon sens, avec des flous et des incertitudes sur nombre de sujets, sans respecter les organisations syndicales et les instances du dialogue

social. Ce qui est par contre sûr : les journées seront largement rallongées.

Alors à quand une semaine de 4 jours en 32 heures ?

UNE NOUVELLE LOI CONTRE LA FONCTION PUBLIQUE DANS LES TUYAUX :

La « concertation » est prévue pour être terminée le 20 juin, c'est au-delà de la marche forcée.

Le ministre Guérini a fermé la porte à toute augmentation générale des salaires pour 2024. Il confirme sa volonté de faire de la rémunération au mérite un des axes majeurs du projet de loi. S'y ajoute la remise en cause des catégories C, B, A et des remises en cause du statut. Quant au licenciement des fonctionnaires, le ministre ne fait que verser dans le « fonctionnaire bashing » alors que nous sommes soumis à des devoirs, avec des sanctions en cas de manquement, jusqu'au possible licenciement.

POUR UNE AUGMENTATION GÉNÉRALE DES SALAIRES :

L'inflation a été amplifiée par la spéculation sur les produits énergétiques et les denrées alimentaires et la plupart des entreprises en ont profité pour augmenter leurs prix.

Tous les salaires doivent augmenter autant que le SMIC et les prix. La CGT revendique une hausse immédiate du SMIC à 2000 € brut, des minima sociaux, du point d'indice de la fonction publique, des retraites et d'obliger les directions d'entreprises à augmenter l'ensemble des salaires.

DES COUPES BUDGÉTAIRES SUPPLÉMENTAIRES INACCEPTABLES :

Pour multiplier les cadeaux aux entreprises, le gouvernement annonce des milliards d'économies sur les politiques sociales et les services publics, la transition écologique ou en faisant les poches des chômeurs, des malades, ou en s'attaquant une nouvelle fois au Code du travail et au statut des fonctionnaires.



Pendant que la majorité de la population voit sa situation se dégrader, les plus puissants en profitent et des profits records sont enregistrés. Les entreprises du CAC40 ont versé 97,1 milliards d'euros à leurs actionnaires cette année et en 20 ans, les dividendes ont été multipliés par 4,5.

CONTRE LA RÉPRESSION SYNDICALE :

Alors que de nos camarades sont traînés honteusement en justice, sont entravés dans leurs activités syndicales, le 1er mai, journée historique de défense des droits sociaux et des droits syndicaux, exigeons le respect de notre droit à nous syndiquer, à faire grève, à manifester et à nous exprimer librement.

POUR UNE PAIX JUSTE ET DURABLE :

Les conflits militaires engendrent des centaines de milliers de morts. Les grandes puissances se réarment massivement (hausse des budgets militaires de 58 % en 2 ans pour les pays de l'Union Européenne). Notamment en Ukraine et en Palestine, la CGT réaffirme l'urgence d'un cessez le feu et son engagement pour une paix juste et durable dans le cadre du droit international, qui ne peut se faire aux conditions des agresseurs.

**Pour la paix et la solidarité entre les peuples.
Contre les dérives autoritaires et ultra libérales
du président Macron et de son gouvernement.**

TOUTES ET TOUS EN MANIFESTATIONS LE 1^{ER} MAI 2024 !



**Le 1er mai : salaire,
justice, syndicat
et Paix !**

**Ne nous laissons plus
faire, manifestons pour
mettre la pression et
gagner des avancées !**

